

Prises de positions sur la lutte des gilets jaunes (ou de coté)

mercredi 5 décembre 2018, par [Attac France](#), [CGT](#), [Ensemble !](#), [MELENCHON Jean-Luc](#), [NPA](#), [ROUSSEL Fabien](#), [Union syndicale Solidaires](#) (Date de rédaction antérieure : 5 décembre 2018).

Sommaire

- [Injustices fiscale, sociale et](#)
- [Changeons le système !](#)
- [Annonces gouvernementales](#)
- [Nous ne sommes rien, soyons](#)
- [Grande journée d'action \(...\)](#)
- [Discours à l'Assemblée Nationa](#)
- [Gilets jaunes : C'est l'Histoi](#)
- [Le pouvoir commence à reculer](#)
- [Gilets jaunes : continuer la](#)
- [AVEC LES GILETS JAUNES : \(...\)](#)

Injustices fiscale, sociale et climatique : toutes et tous dans la rue le 8 décembre

Depuis plusieurs semaines, un sentiment d'injustice profonde s'exprime dans tout le pays à travers le mouvement des « gilets jaunes ». Dans le même temps, au moment où s'ouvre la COP 24 en Pologne, les conséquences dramatiques des dérèglements climatiques sont déjà là et les populations les plus vulnérables en sont les premières victimes, au Nord comme au Sud.

Emmanuel Macron et son gouvernement ne répondent ni à la colère sociale ni à l'urgence climatique. Depuis un an, il aggrave la situation des plus pauvres et multiplie les mesures fiscales en faveur des plus riches. La France est incapable de respecter les engagements, déjà insuffisants, qu'elle avait pris lors de la COP de Paris en 2015 et ses émissions de gaz à effet de serre s'accroissent. Le gouvernement laisse les multinationales et les lobbys productivistes n'en faire qu'à leur tête en privilégiant toujours plus leurs intérêts propres (et celui de leurs actionnaires) au détriment du plus grand nombre et de l'avenir de la planète.

Pour Attac, ces politiques injustes socialement et écologiquement doivent être combattues avec la même détermination. Attac porte des solutions alternatives pour en finir avec la domination de la finance et faire en sorte que justice climatique et justice sociale aillent de pair.

Face à l'intransigeance de Macron qui refuse de changer de politique, Attac appelle ses sympathisant·e·s, ses adhérent·e·s et ses comités locaux à renforcer les mobilisations actuelles, à faire connaître ses analyses et ses propositions et à être dans la rue massivement le 8 décembre, journée de mobilisation internationale pour la justice climatique et quatrième journée de mobilisation des gilets jaunes.

Changeons le système !

Union syndicale Solidaires

Ce 1^{er} décembre nous étions dans les rues. Nous étions dans les manifestations antiracistes, nous étions avec les chômeuses et les chômeurs, certain-es d'entre nous étions également présent-es pour porter la justice sociale, la justice fiscale et la transition écologique aux côtés des gilets jaunes. Les mouvements et les manifestations sont éclatés, les revendications sont multiples, mais la colère contre le gouvernement utilise les mêmes mots : justice sociale, égalité.

Le week-end a été marqué par une répression accentuée avec notamment une partie de Paris transformée en camp retranché provoquant une colère exacerbée de nombreux manifestant-es.

Des centaines de blessé-es, d'arrêté-es sont aussi à déplorer, avec des images et des témoignages qui attestent des charges violentes des forces de l'ordre et de l'utilisation de tout-es les armes. Ces mêmes armes, que nous avons déjà dénoncé-es lors des dernières manifestations loi travail (plus de grenades de désencerclement lancées à Paris samedi que durant toute l'année 2017) et qui sont devenues la norme. Solidaires condamne la stratégie délibérée de la tension que cherche à mettre en place le pouvoir, unique réponse à cette colère, avec tous les dangers que cela recèle.

Depuis le 19 novembre, Solidaires appelle à une réunion intersyndicale car il est de notre responsabilité collective de construire des convergences, et de mettre en avant des revendications sociales et écologiques, et de construire, dans les entreprises, dans les services publics, dans les établissements scolaires et les universités les mobilisations nécessaires et d'appuyer par la grève partout où c'est possible le renforcement du rapport de forces en construction pour une autre répartition des richesses. Le mouvement syndical doit prendre ses responsabilités et porter la transformation sociale.

Le 8 décembre la mobilisation écologique pour le climat entamée en septembre continue et elle est fortement suivie. Nous savons qu'il y a urgence à agir. Il ne s'agit pas d'opposer urgence sociale et urgence écologique mais au contraire de les faire converger car dans les deux cas ce sont les mêmes qui payent et payeront les conséquences. Nous œuvrerons pour construire les convergences avec toutes celles et tous ceux qui veulent la justice sociale et la transition écologique. « Changer le système », ce n'est pas qu'un slogan mais une urgence absolue.

Union syndicale Solidaires, 3 décembre 2018

Annonces gouvernementales : Cours Macron, cours !

Union syndicale Solidaires

Il aura fallu trois semaines au gouvernement pour sortir de son chapeau des « suspensions » de mises en place de nouvelles taxes suite à la mobilisation des gilets jaunes. Et que dire de ces suspensions sinon que les taxes qu'elles concernent s'appliqueront quand même, mais plus tard... Ce gouvernement croit-il réellement que cela va calmer la colère des centaines de milliers de personnes qui mettent en avant l'injustice sociale à laquelle elles sont confrontées ?

Un moratoire de six mois, le temps de consulter sur les territoires la future mise en application des taxes prévues. Gel, pendant l'hiver, des futures hausses d'électricité et de gaz prévues au premier semestre 2019. Un gel pendant l'hiver, c'est de l'humour climatique ? Le renoncement provisoire aux nouvelles modalités de contrôle technique des voitures. La mise en place d'un débat sur la fiscalité, avec des concertations locales, pendant quelques mois, histoire de bien noyer le poisson et de se gagner un délai. Et le retour de l'ISF ? ben non. Et la hausse des salaires ? ben rien. Et celles des pensions, des minima sociaux ? toujours rien... Dans le même temps les député.es En marche votaient lundi quelques dizaines de milliards de plus pour les entreprises. Ce gouvernement dispose d'un stock inépuisable de poudres de perlimpinpin... Edouard Philippe annonce ainsi aux député.es qu'il est hors de question de laisser filer la dette publique, alors que dans le même temps, l'Elysée dépense 500 000 € en rénovation de rideaux et moquettes !

Répondre ainsi aux attentes exprimées sur le niveau de vie, après des années d'austérité pour la majeure partie de la population, de destruction des services publics et donc de leur accès, de retard pris en matière de transition écologique revient à nier la colère exprimée ces dernières semaines comme ces dernières années. Cette colère demande la justice sociale, comme élément fondamental. Elle dit l'impossibilité de souffrir plus longtemps des privations imposées par l'avidité des plus riches. Qui peut croire que ce gouvernement s'en sortira en bottant ainsi en touche aussi grossièrement ?

Pour notre Union, le mouvement syndical doit agir pour faire grandir le rapport de force, avec toutes celles et tous ceux qui luttent, sur des revendications communes : pour des mesures de justice fiscale, pour augmenter le SMIC, les salaires et minima sociaux, en renonçant à la CSG pour les retraité.es, en développant des services publics au plus près des personnes et des emplois climatiques, en taxant le transport maritime et aérien, en revenant sur la réforme des lycées, la sélection pour les étranger.es et la hausse des frais d'inscription à l'entrée de l'université, le service universel, en renonçant à la réforme de l'assurance chômage, et celle des retraites dont tout le monde comprend bien qu'elle est un leurre d'égalité...

La période doit privilégier la convergence des mobilisations sur des bases de justice sociale. Pour faire plier ce gouvernement et changer les politiques mises en œuvre, il s'agit de construire rapidement une journée de grève générale.

Nous ne sommes rien, soyons partout ! Tous et toutes dans la rue le 1^{er} décembre

Union syndicale Solidaires

Ce 1^{er} décembre nous serons dans la rue. Les mouvements et les manifestations sont éclatés, les revendications sont multiples, mais la colère contre le gouvernement utilise les mêmes mots : justice

sociale, égalité.

Et le gouvernement fait mine de ne pas bouger sauf à reculer sur des mesures qui ne nous satisfont pas. Pour nous, il sera important dans chacune des manifestations où nous nous trouverons d'amener toutes nos revendications.

Nous serons dans la rue avec les manifestations antiracistes lancées par le collectif Rosa Parks. Elles se dérouleront à Paris et dans plusieurs villes : Marseille, Lille Montpellier, Rennes, Angers...

Nous sommes engagés dans cette mobilisation depuis plusieurs mois parce que nous voulons que les discriminations cessent au travail et ailleurs et que nous luttons pour l'égalité. Ce combat est important pour l'unité dans nos luttes.

Nous serons dans la rue avec les chômeurs et chômeuses pour qui le 1^{er} décembre est une date traditionnelle de mobilisation pour la défense de leurs droits, en particulier pour une indemnisation qui ne soit pas au dessous du seuil de pauvreté quelque soient les formes de chômage.

Des camarades et certains syndicats de Solidaires seront également présent-es **pour porter la justice sociale, la justice fiscale et la transition écologique aux côté des gilets jaunes.**

Nous manifestons donc ce 1^{er} décembre et ce combat nous le continuons sur nos lieux de travail.

De nombreuses grèves ont eu lieu ces derniers mois, des combats longs, difficiles. Il est sans doute temps de les reprendre, comme le font les travailleurs et travailleuses des raffineries, comme les travailleuses de l'hôtel Parks Hyatt ou les salarié-es de MacDo à Marseille...

Agir ensemble au plan professionnel, c'est le sens de la demande d'une réunion intersyndicale que nous avons fait il y a deux semaines maintenant.

Nous voulons satisfaction, nous devons nous y mettre tous et toutes ensemble, en manifestation, en blocages et en grèves.

- Pour la **justice fiscale**, baisse des taxes sur les carburants, abandon de la flat tax, rétablissement de l'ISF, abandon des mesures sur le CICE...
- Pour **l'égalité**, de vraies mesures contre les discriminations, aucun-e travailleur-eues n'est illégal-e, égalité des droits...
- Pour un **salaire minimum** à 1700 €, une augmentation de 400 € pour tous-tes, aucun revenu au dessous du seuil de pauvreté, l'abandon de la hausse de la CSG sur les retraites...
- Pour des **services publics** accessibles sur tout le territoire et à bas coûts...
- Pour la **transition écologique**, taxer les plus gros pollueurs : entreprises, transport aérien, maritime et routier, soutien à la rénovation des logements et à des alternatives écologiques d'ampleur.

Union syndicale Solidaires, 27 novembre 2018

Grande journée d'action le 14 décembre sur l'ensemble du territoire

Il faut agir pour une augmentation immédiate des salaires, pensions et de la protection sociale !

Depuis des décennies, le niveau de vie des salarié-e-s, des privé-e-s d'emplois et retraité-e-s se dégrade. La préoccupation grandissante d'une majorité de la population est simplement de savoir comment boucler les fins de mois. L'écart se creuse de plus en plus entre la majorité de la population et les plus riches pour lesquels le gouvernement a des égards sans limites : suppression de l'ISF, baisse des cotisations sociales et crédits d'impôts (CICE, etc.). La baisse des financements publics, combinée aux privatisations des services publics, accroît la fracture sociale et les inégalités entre les territoires, en laissant de plus en plus de citoyens sans services publics de proximité.

Ce contexte politique qui « tire » toujours sur les plus précaires et les plus fragilisés au profit des plus riches amène une colère grandissante. L'absence de réponses concrètes et immédiates du gouvernement et du patronat, leur refus d'ouvrir de véritables négociations, génèrent une légitime colère dans la population.

La CGT partage cette colère et porte, encore dans les derniers mois, la nécessité de répondre aux urgences sociales. La violence imposée par le grand patronat et les gouvernements successifs, à travers la précarisation et la paupérisation des salariés et des citoyens de notre pays, n'est ni physique, ni médiatique mais belle et bien présente au quotidien.

Tout l'enjeu pour notre organisation est que cette colère se transforme en un rapport de force conséquent qui permettra d'exiger et d'obtenir de réelles avancées sociales ; une société juste dans laquelle chacun-e a une place dans une vie digne. En méprisant les organisations syndicales et en appelant à la disparition pure et simple des corps intermédiaires, le gouvernement méprise les salariés, les privés d'emplois, les retraités. Des salariés luttent et gagnent sur leurs revendications dans les entreprises, les services publics chaque jour.

Le samedi 1^{er} décembre, journée nationale de lutte contre la précarité et pour l'emploi à l'appel de la CGT et d'associations, a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de manifestants sur l'ensemble du territoire dont 15 000 à Paris pour exiger l'ouverture immédiate sur la revalorisation du Smic et des minima de branches, l'arrêt du recours massif aux contrats précaires et une meilleure couverture par l'assurance chômage, en lieu et place des baisses programmées.

La CGT exige le retrait du plan d'économies sur les allocations chômage de 10% en 3 ans.

La CGT exige que la réunion de la Commission Nationale de la Négociation Collective du 14 décembre sur le Smic et les minima de branches soit un véritable rendez-vous de négociations. La CGT adressera un courrier en ce sens au gouvernement qui doit annoncer une augmentation significative du Smic pour le porter à 1800 euros brut, la revalorisation des minima sociaux et des pensions tel que nous le revendiquons.

La CGT appelle à signer la pétition « Nos besoins doivent être entendus, j'agis ! », pour les salaires, pensions, l'emploi, les retraites et la protection sociale.

La CGT invite l'ensemble des salariés du privé et du public, des privés d'emplois, des retraités, des

lycéens, des étudiants à se réunir en assemblées générales, à débattre de cahiers revendicatifs et décider collectivement des modalités d'actions pour préparer les différentes mobilisations nécessaires à l'élévation du rapport de force.

La CGT appelle d'ores et déjà à une grande journée d'action le 14 décembre sur l'ensemble du territoire.

CGT, Montreuil, le 3 décembre 2018

Discours à l'Assemblée Nationale : Réponse aux propositions du Premier ministre

Fabien Roussel (PCF)

Monsieur le Premier Ministre

Est-ce que vos propositions vont permettre aux Français de vivre mieux ? Est-ce que les ouvriers, les infirmières, les retraités, les demandeurs d'emploi, les étudiants, vont enfin pouvoir vivre dignement ?

Non Monsieur le Premier Ministre.

Vos annonces ne sont pas à la hauteur des attentes, car ce que vous demandent les Français, en métropole comme dans les territoires d'outre mer accablés par la vie chère, ce n'est pas l'aumône, ce ne sont pas des miettes, c'est tout simplement d'être respectés. C'est d'avoir un travail et de pouvoir en vivre dignement, c'est de pouvoir élever correctement leurs enfants, avoir accès aux loisirs, au sport, à la culture.

Ce qu'ils vous demandent, c'est d'avoir des services publics qui ne se réduisent pas à internet, qui répondent présents dans les villes comme à la campagne. C'est d'avoir des communes et des collectivités qui aient les moyens de répondre à leurs besoins.

Et il n'y a rien de tout cela dans vos propositions.

Et, oui, les Français se sentent méprisés.

Et cela fait des années que ça dure !

30 ans de politique de réduction de la dépense publique au nom d'une dette dont ils ne sont pas responsables ;

30 ans de mise en concurrence des travailleurs français avec ceux des pays à bas coûts ;

30 ans de libéralisation totale de l'économie au nom de Traités européens, avec des inégalités qui n'ont jamais été aussi grandes ;

30 ans de services publics privatisés, parfois vendus à des capitaux étrangers.

30 ans de libéralisme et vous en voulez toujours plus !

Car c'est vous qui êtes aujourd'hui en responsabilité, c'est vous qui avez été élus.

Et cela fait même des mois que nous dénonçons, avec d'autres, le Président des Riches et vos choix politiques en faveur du capital, de la finance.

Et aujourd'hui, la colère qui monte, c'est celle des Français, dans leur diversité, de l'ouvrier à l'agriculteur, du retraité à l'étudiant en passant par les pompiers et les routiers, qu'ils aient des gilets jaunes, des blouses blanches, des cols bleus ou des robes noires, c'est une révolte arc en ciel, une révolte pour la dignité.

Ne les humiliez pas en refusant de répondre à leurs demandes urgentes.

Car il n'est plus tolérable que les salariés, et même ceux qui ont un temps plein, n'arrivent pas à boucler leur budget parce que le SMIC est trop bas.

Il n'est pas acceptable, dans un pays riche comme le nôtre, qu'une personne handicapée survive avec une pension d'invalidité inférieure au seuil de pauvreté.

Il est insupportable que nos retraités voient leur pension baisser parce que vous avez augmenté la CSG.

Et pendant ce temps-là, les revenus des 0,1% les plus riches de France augmentent de 86 000 euros en moyenne par an. Vous ne voyez pas le caractère explosif de telles inégalités !

Voilà pourquoi nous demandons une hausse de 200 euros net par mois du SMIC en commençant dès ce 1^{er} janvier.

Et parallèlement à cela nous vous demandons d'ouvrir des négociations avec les partenaires sociaux pour une augmentation générale des salaires, dans le privé comme dans le public.

Vous allez peut-être nous répondre que tout cela coûte trop cher. Mais ce sont vos choix qui coûtent chers !

Ce n'est certainement pas le travail qui coûte cher, ce sont les cadeaux que vous avez faits aux plus riches, au capital, à la finance !!

Suppression de l'ISF, de la taxe sur les dividendes, mais aussi cadeaux à gogo avec la Flat tax, la niche Copé, l'Exit tax...

Ce sont 8 à 10 milliards d'euros que vous donnez cette année aux riches, aux spéculateurs et que vous proposez de maintenir en 2019 !

Sans parler du CICE, alors là c'est le pompom : double ration en 2019, 40 MILLIARDS d'aides publiques versées indistinctement à toutes les entreprises, les plus riches comme les plus en difficulté !

C'est pour ça que cela ne va plus.

Il est quand même inadmissible de verser des aides publiques à des multinationales qui n'en n'ont pas besoin, à des grands groupes bancaires, des compagnies d'assurances, des Mc Do, des Starbucks et autres Amazon qui ne payent pas, eux, leurs impôts comme tout le monde !

C'est pourquoi nous vous proposons de réserver les aides publiques aux entreprises qui en ont

besoin, à celles qui s'engagent à augmenter les salaires, à faire de la formation ou qui investissent dans la transition écologique.

Parlons des impôts. Les Français ne sont pas contre l'impôt, ils sont pour un impôt juste, payé par tous, progressif, calculé en fonction de ses moyens. Parce que l'impôt, c'est le prix à payer pour vivre dans un monde civilisé et aujourd'hui nous souffrons que certains y échappent quand d'autres payent plein pot !

Oui, « que les gros payent gros et que les petits payent petit », comme le disent si bien les gilets jaunes

Alors, supprimez la taxe carbone sur l'essence et rétablissez l'ISF ! Imposez les multinationales en taxant leurs bénéficiaires à la source, avant qu'elles n'aillent les planquer dans les paradis fiscaux.

D'ailleurs, attaquez vous à l'évasion fiscale avec une véritable liste noire des paradis fiscaux, une liste crédible ; en n'oubliant pas d'y mettre ces pays européens qui trafiquent et volent notre argent !

Vous parlez de la dette, du déficit de la France qui pèse sur nos enfants mais il manque 80 à 100 milliards d'euros à la France, tous les ans, à cause de l'évasion fiscale : avec cette somme, notre budget serait positif !

Oui les richesses existent et c'est possible d'augmenter les salaires tout de suite. Et quand on augmente les salaires de 1%, ce sont deux milliards qui rentrent pour financer la Sécurité sociale, les retraites...

C'est d'ailleurs comme cela que nous pourrions satisfaire une autre urgence : fixer à 1 200 euros le seuil des pensions de nos retraités. C'est le minimum pour vivre décemment et c'est aussi le minimum que l'on doit à tous ceux qui ont travaillé, souvent durement, pendant plus de quarante ans.

Nous demandons aussi l'annulation de la hausse de la CSG pour les retraités et la revalorisation des prestations sociales.

Monsieur le Premier ministre, les Français ont besoin de solidarité mais surtout pas du chantage que vous proposez :

Pour financer votre moratoire sur la hausse des taxes sur les carburants, vous annoncez une baisse de la dépense publique. Ca veut dire quoi ? Encore moins de services publics ? Mais c'est totalement inacceptable !

Les Français vous réclament au contraire davantage de services publics !

C'est bien pour cela qu'il faut un impôt juste, payé par tous, y compris le capital, pour financer les hôpitaux, les crèches, les écoles, les routes...

Mettez en place un moratoire sur toutes les fermetures de services publics de proximité, ces maternités, ces trésoreries, ces commissariats, ces bureaux de Poste, ces tribunaux d'instance que vous rayez de la carte.

Enfin, pour relever le défi écologique il y a beaucoup de propositions sur la table, que nous partageons, à commencer par verser la totalité des taxes sur les carburants vers la transition écologique.

Nous voulons aussi donner aux collectivités les moyens de développer des transports en commun moins chers, voire gratuits, partout où c'est possible... Comme à Dunkerque.

Il faut engager de toute urgence la rénovation des « passoires thermiques », au rythme de 500 000 logements par an et renforcer le crédit d'impôt pour la transition écologique.

Nous vous avons fait de nombreuses propositions, telles que taxer le kérosène des avions ou encore le fuel des porte- conteneurs.

Nous vous avons proposé d'imposer de manière exceptionnelle les bénéfices des multinationales, notamment les compagnies pétrolières.

Monsieur le Premier ministre, depuis un an et demi, nous n'avons eu de cesse, avec d'autres, que de vous alerter sur l'injustice flagrante de votre politique, sur la brutalité de certaines mesures, comme la suppression de l'ISF et la hausse de la CSG.

Les richesses de ce pays appartiennent à tous les Français, pas à une minorité de privilégiés.

Enfin, la crise est aussi d'ordre institutionnel.

Elle révèle les maux profonds d'un régime à bout de souffle, quasi monarchique.

Cette dérive hyper présidentialiste nourrit la défiance citoyenne à l'égard d'un pouvoir marqué par un double déficit d'efficacité et de représentativité.

Le Président de la République n'entend pas le peuple, parce qu'il est déconnecté du peuple !

Vous ne pouvez pas dire que le cap est le bon car c'est vous qui avez déclenché la colère. Plusieurs morts. Des blessés graves. Oui, les violences sont inacceptables. Mais vous ne pouvez pas appeler à la responsabilité et en même temps poursuivre votre politique ! Et pour notre part, nous resterons ici les relais des revendications des gilets jaunes comme des organisations syndicales et des étudiants qui vous demandent de changer de cap.

Et c'est dans cet esprit, nous déposerons une motion de censure visant à engager votre responsabilité.

Fabien Roussel

Assemblée nationale 5/12/2018

Fabien Roussel est député ainsi que secrétaire national du PCF

Seul le prononcé fait foi

Gilets jaunes : C'est l'Histoire de France qui se joue !

Jean-Luc Mélenchon

Discours de Jean-Luc Mélenchon sur les Gilets Jaunes à l'Assemblée nationale le 5 décembre 2018 :

« Monsieur le Premier ministre,

J'ai écouté avec attention votre discours et je l'ai entendu – comme beaucoup, je crois, ici – comme une sorte de bilan d'adieu.

Vous n'y êtes pas.

Ce n'est pas une attaque personnelle : c'est une appréciation politique.

Vous n'y êtes pas. Et je préfère vous dire bien franchement : heureux les jours que nous vivons puisqu'enfin la France est entrée en état d'insoumission générale contre un ordre injuste qui durait depuis trop longtemps.

Voici des millions de gens dont la vie avait été rendue invisible, dans l'hexagone et en Outre-Mer. Voici des millions de gens, le peuple qui entre sur la grande scène de l'Histoire de France.

Et, clin d'oeil de l'Histoire : ce gilet jaune de la visibilité routière et des tenues de chantier est devenu en quelque sorte le nouveau bonnet phrygien des Français qui s'affranchissent de la résignation, de l'isolement, et de ce silence meurtri des souffrances que l'on tait par dignité. Et pour ne pas céder.

Voici clamés enfin haut et fort des récits de pauvres vies rendues infernales par un système qui n'encourage que la cupidité, les consommations ostentatoires, l'égoïsme social, et la richesse de quelque uns au détriment de tous !

Non, la France n'est pas une start-up que dirige un petit génie !

Nous sommes une grande nation éduquée et politisée de soixante-cinq millions de personnes qui en ont assez d'être pris pour des imbéciles !

Comment avez-vous pu croire que nous ne vous verrions pas donner aux cent personnes les plus riches de ce pays 1 million d'euros chacune pendant que vous iriez les récupérer à la pompe dans la poche de ceux qui dès le 15 du mois ne savent plus comment finir leur mois ?

Comment avez-vous pu croire que nous croirions nous-mêmes un instant que ce programme et cette surtaxe étaient destinés à un programme de transition écologique alors que nous sommes capables, comme tout le monde, de nous rendre compte que sur ce total d'une somme de 3 milliards, 19% seulement sont réservés à des tâches de transition écologique ?

Comment avez-vous pu croire que nous ne trouverions pas la lettre que vous avez envoyée à la Commission européenne pour lui expliquer que les surtaxes que vous venez d'inventer sont destinées à compenser le manque à gagner dans le budget de l'État des sommes que vous avez copieusement distribuées aux riches ?

Comment avez-vous pu de façon si offensante dire aux gens du commun qu'ils rouleront moins et pollueront moins s'ils doivent payer plus cher leur carburant ? Cela alors que l'urbanisme dément dans lequel nous vivons éloigne chacun de tout et que vous aggravez cette situation en fermant des postes, en fermant des écoles et en fermant les services publics ?

Les gens savent bien qu'ils ne peuvent pas rouler moins, et, par conséquent, faute de pouvoir rouler moins, alors ils mangeront moins, ils se soigneront moins et ils pourront moins s'occuper de ces petits bonheurs qui font la vie de chacun.

L'écologie n'a rien à voir avec vos mesures. L'écologie est nécessairement populaire. Il vous reste à comprendre qu'on ne peut pas être en même temps l'ami des riches et celui du genre humain. Car les riches n'ont que des intérêts particuliers et seul le peuple porte en bandoulière l'intérêt général.

Qu'ont fait vos amis les riches des trois milliards que vous leur avez donné ? Les ont-ils placés dans la production ? Les ont-ils investis ? Les ont-ils distribués en salaires ? Non ! Ils ont tout mis dans la spéculation !

Augmentez les salaires, augmentez les minimas sociaux et, alors, vous verrez cet argent circuler partout dans l'économie pour le bien de tous.

Abrogez la surtaxe des carburants et rétablissez l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Car le moment est venu que les riches soient solidaires !

Et pour le reste, assez de bricolage.

Une politique écologique est nécessairement globale et elle doit unifier dans son périmètre tous les compartiments de l'action économique depuis la formation des salariés jusqu'à la transformation profonde des modes de consommation.

C'est pourquoi la planification écologique est incontournable. Et c'est par elle qu'il faut commencer plutôt que par un hachis de mesures dont on ne sait jamais comment elles s'emboîtent les unes dans les autres et quel sens, pour finir, elles se donnent.

La planification écologique pour enfin passer au modèle de civilisation dont nous avons besoin où, dorénavant, on ne prendrait jamais davantage à la nature que ce qu'elle est capable de reconstituer. Et c'est ce que nous appelons la « règle verte ».

Nous voici aujourd'hui réunis pour voter sur votre déclaration. Nous ne savons pas bien sur quoi porte le vote. Peut-être une confiance aveugle qu'on nous demande de vous faire. Cela vous sera refusé.

Nous ne croyons pas que vous entendrez un mot de ce que nous vous disons. Pourquoi ? Parce que nous nous connaissons. Et que ce que nous disons et ce que disent, à cette heure, les gilets jaunes dans les cahiers de revendications que nous voyons, nous les avons déjà présentées ici et vous nous avez déjà répondu.

Nous vous avons proposé de taxer le carburant des compagnies aériennes et des bateaux de croisière, ce qui rapporterait autant que la surtaxe sur les carburants des pauvres gens qui ne peuvent faire autrement que d'aller en voiture. Vous l'avez refusé.

Nous vous avons proposé d'interdire sur le champ le glyphosate. Vous nous l'avez refusé.

Nous vous avons proposé un système d'impôt plus juste où l'on répartirait sur 14 tranches ce qui aujourd'hui pèse sur 5, c'est à dire, pour l'essentiel, sur la classe moyenne. Vous nous l'avez refusé.

Nous vous avons proposé que les premières quantités de gaz, d'eau et d'électricité soient gratuites pour le commun qui ne peut s'en passer - car on ne peut se passer d'aucun de ces trois éléments que je viens de mentionner. Vous nous l'avez refusé.

Nous vous avons proposé que le plus haut salaire d'une entreprise ne soit pas supérieur à 20 fois plus que le salaire le plus petit, ce qui est la revendication de la confédération européenne des syndicats. Vous nous l'avez déjà refusé.

Nous vous avons proposé de taxer les ventes de maisons à plus d'un million d'euros pour financer la rénovation des logements mal isolés. Vous nous l'avez refusé.

Nous vous avons proposé de mettre en place le référendum d'initiative populaire pour proposer une loi, pour abroger une loi ou pour révoquer des élus. Vous nous l'avez refusé.

Tout cela, c'est ce que vous retrouvez dans les cahiers de revendications. De même que cette 6^e République dont quelques uns ici se moquaient volontiers à toutes occasions. Voici qu'elle surgit de la demande populaire elle-même.

Entendez que ce sont là les cris d'une époque, les cris d'un moment politique. C'est l'Histoire de France qui est en train de se passer. Ce n'est pas juste un emmerdement dans votre mandat de parlementaires !

À présent, vous comptez apaiser l'incendie que vous avez allumé en reportant la mise en œuvre de vos décisions au lendemain des élections européennes. Nous comprenons pourquoi.

Vous frappez et vous rêvez de reporter la douleur à dans six mois. Personne ne croit à votre conversion au peuple en six mois. On peut plutôt penser que vous ne serez peut-être plus à ce banc dès la semaine prochaine.

Car même si vous embastillez des lycéens aujourd'hui, vous n'empêcherez pas qu'ils soient des dizaines de milliers vendredi dans les rues. Et les routiers, les pompiers, les agents du service public et ainsi de suite au fil des appels à la grève qui se lèvent d'heure en heure.

Il paraît que vous demandez aux gens raisonnables de rester chez eux samedi. Et bien ils iront quand même dans la rue.

Allez dire au monarque présidentiel que les gens raisonnables sont sur les ronds-points et dans les rues et qu'ils n'en partiront pas avant que vous ayez cédé pour de vrai ou que vous soyez parti. Cédez ou partez. Et quand vous partez, cédez avant. »

Jean-Luc Mélenchon, 5 décembre 2018

Le pouvoir commence à reculer : contre Macron, mobilisation générale !

NPA

Le mardi 4 décembre, le Premier ministre Édouard Philippe déclarait, à propos du mouvement des Gilets jaunes : « Il faudrait être sourd et aveugle pour ne pas voir ni entendre cette colère. Je l'entends et j'en mesure la réalité, la force et la gravité. » Et de proposer un « moratoire » de six mois sur les hausses des taxes sur les carburants et sur les modalités du contrôle technique, ainsi qu'un gel des augmentations des prix du gaz et de l'électricité. C'est tout ? De toute évidence, Édouard Philippe et Emmanuel Macron n'ont rien compris...

La colère qui s'exprime depuis plusieurs semaines autour du mouvement des Gilets jaunes est une colère profonde. Le prix des carburants n'a été que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, c'est une politique dans sa globalité qui est remise en question : toujours plus pour les riches, toujours

moins pour les plus pauvres ; accroissement des inégalités socio-territoriales ; arrogance et condescendance vis-à-vis des classes populaires.

Crise politique

Ces annonces sont un recul, très partiel, mais un recul tout de même, qui tranche avec l'inflexibilité affichée depuis l'arrivée au pouvoir de Macron. La journée de mobilisation du 1^{er} décembre a marqué un tournant, approfondissant la situation de crise dans laquelle se trouve la Macronie depuis plusieurs mois : affaire Benalla, démissions de Hulot, de Collomb, difficultés à composer une nouvelle équipe gouvernementale... Avec une base sociale en rétrécissement continu depuis un scrutin où Macron a été mal élu, la clique des start-upeurs n'a que très peu de marges de manœuvre et, confrontée à une mobilisation inédite et populaire, montre des signes de panique.

Samedi dernier, au soir de la dernière journée de mobilisation aux quatre coins du territoire, les ministres et parlementaires LREM n'avaient rien d'autre à afficher que leur solidarité avec les forces de police et leur indignation face aux « violences ». Et de déplorer l'absence de « représentantEs » avec qui dialoguer, grossier subterfuge pour ne pas discuter concrètement des revendications du mouvement. Une agressivité et un mépris vis-à-vis des manifestantEs et de leurs soutiens qui n'a guère fait illusion : les enquêtes d'opinion confirme la popularité maintenue du mouvement.

C'est le moment !

Le pouvoir ne s'en sortira pas en continuant la violente fuite en avant de ces derniers jours contre les manifestantEs. Il vacille et une extension de la mobilisation pourrait les contraindre à reculer pour de bon. De nombreuses initiatives locales ont montré qu'il était possible de construire des convergences entre les Gilets jaunes et des secteurs significatifs du mouvement ouvrier et du mouvement social, animés par une même exaspération face à une politique au service des riches, un mépris des classes populaires et de leurs revendications, et par un refus des mauvais coups à venir. Les mobilisations qui se développent dans les lycées indiquent que d'autres sont prêts à rentrer dans la bataille.

La journée de mobilisation du samedi 8 décembre est la prochaine étape de la bataille : Gilets jaunes, forces associatives, syndicales et politiques, écologistes convaincus de l'indispensable articulation entre revendications sociales et écologiques, doivent s'y retrouver. Le NPA appelle le monde du travail, la jeunesse, l'ensemble de la population à se mobiliser samedi, à créer toutes les convergences pour que le plus massivement possible s'exprime le rejet de la politique de Macron et de son gouvernement. Ceux-ci commencent à reculer : c'est le moment d'y aller, de manifester, de bloquer l'économie, notamment par la grève, touTEs ensemble !

NPA, le 5 décembre 2018

Gilets jaunes : continuer la mobilisation contre la vie chère

NPA

Des dizaines, peut-être des centaines de milliers de personnes, ont manifesté aujourd'hui dans toute la France contre la vie chère et contre le gouvernement, notamment aux cris de « Macron

démission ! ».

L'ampleur de la mobilisation, malgré la répression policière, malgré la météo, montre la détermination des classes populaires de tout le pays, le ras le bol face à l'augmentation des taxes, de la CSG, alors que l'ISF a été supprimé et que les possédants redoublent d'arrogance. Les affrontements qui ont eu lieu sont de la responsabilité du gouvernement qui, avec les gazages, les canons à eau et les coups, a voulu empêcher les manifestants d'accéder aux Champs-Élysées. Ces violences d'État sont l'illustration de l'obstination de Macron à ne pas répondre aux revendications populaires, d'un gouvernement qui veut maintenir l'augmentation de la taxe carburant, de l'électricité, tout en promettant « des mois de concertation »... La politique menée par Macron et ses prédécesseurs est aujourd'hui massivement rejetée comme ce qu'elle est : une politique de classe au profit des plus riches, des « premiers de cordée » comme Carlos Ghosn, au détriment des revenus et des emplois des classes populaires. Et le fait que ce soir, c'est le ministre de l'Intérieur Castaner qui est chargé de répondre aux manifestants à la télévision en dit long...

Le NPA est solidaire de cette mobilisation et souhaite qu'elle continue en se donnant ses propres cadres d'organisation démocratique, contre tous les impôts indirects, pour le retour de l'impôt sur la fortune, pour une augmentation des salaires et des pensions, pour la défense des services publics. Dans tout le pays, nous soutenons les blocages et les assemblées de débat populaire démocratiques.

Dans ce contexte, les organisations syndicales, politiques et associatives doivent elles aussi prendre leurs responsabilités en rejetant toute division, comme cela existe déjà dans de nombreuses villes autour d'appels et d'actions convergentes, pour construire une mobilisation de masse qui isole aussi l'extrême droite, notamment par des grèves qui bloquent l'économie.

La mobilisation est un révélateur la crise politique latente depuis plusieurs mois, ce que nous vivons est potentiellement une explosion sociale contre les ravages du capitalismes subis par les classes populaires depuis des années. Qui sème la misère récolte la colère !

NPA, Montreuil, le 1^{er} décembre 2018

AVEC LES GILETS JAUNES : POUR LES REVENDICATIONS POPULAIRES, POUR FAIRE CEDER MACRON

Au lendemain de la 3^e journée de mobilisations nationales de Gilets jaunes, mais aussi des manifestations syndicales pour les droits des chômeurs et pour des urgences sociales, des mobilisations antiracistes, la crise sociale et politique s'amplifie fortement. Le pouvoir de Macron est en butte à une puissante contestation. Les ministres sont dépêchés sur les plateaux médiatiques pour dénoncer des violences. Mais qui a mis le feu ? Lorsqu'un gouvernement refuse de répondre à des centaines de milliers de personnes, cela s'appelle du mépris. La responsabilité du gouvernement est directement engagée dans les incidents du 1^{er} décembre. Une enquête parlementaire devrait faire toute la lumière.

L'urgence absolue est maintenant d'amplifier la mobilisation nationale des forces populaires, des salarié-es, des chômeurs, des retraité-es, des femmes victimes des inégalités de salaires, des jeunes en précarité. Les lycéens-nes commencent à bloquer leurs établissements contre la réforme du bac et la sélection. Les étudiant-es protestent contre l'agression de frais d'inscription multipliés par dix

pour 2019. Toute une population cherche à construire son unité contre un gouvernement brutal et disqualifié. Une population qui n'adhère pas aux tentatives de récupération d'une extrême droite qui ne peut que diviser les populations par son racisme.

Samedi 1^{er} décembre, on a vu des manifestations de Gilets jaunes rejoindre actions syndicales et réciproquement. Dans plusieurs villes, des appels communs rassemblent syndicats, associations, forces politiques. L'unité populaire se construit. Avec les syndicats, elle pourrait prendre la forme d'une grande journée de grève interprofessionnelle qui bloquerait tout le pays, toute l'économie, toutes les voies de communication.

Des collectifs de Gilets jaunes s'organisent. Une plate-forme revendicative circule. Des exigences démocratiques s'expriment de plus en plus.

Tout doit être fait pour que ce grand mouvement remporte une victoire sociale et politique.

Macron doit reculer sur :

- le remplacement immédiat de la hausse des taxes carburants par le rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes (3,5 milliards de recettes) ;
- la hausse des salaires en commençant par celle du SMIC, les pensions de retraite, les allocations de chômage et minimas sociaux (au moins 200 euros pour tous) ;
- l'accès aux transports publics gratuits ou à très bas tarifs sur tout le territoire, et le maintien de toutes les lignes de chemin de fer menacées ;
- l'abandon du CICE, cadeau inutile aux patrons.

Toutes les forces de gauche et écologistes peuvent s'unir très vite pour organiser avec leurs élu-es, dans la rue et les lieux publics, une votation populaire sur ces exigences sociales, ainsi que pour une politique écologique qui s'attaque aux principaux responsables de la dégradation environnementale et non aux populations en difficulté.

Le pouvoir doit céder. ENSEMBLE ! propose aux partis et organisations de gauche de se réunir d'urgence pour mettre en place une plate-forme commune afin de faciliter la liaison entre le mouvement des gilets jaunes, les différentes mobilisations sociales et la gauche pour faire céder Macron et son gouvernement.

Ensemble !, 3 décembre 2018
